

## DELIBERATION DU COMITE DEPARTEMENTAL

Séance du 24 février 2026

L'an deux mil vingt-six, le vingt-quatre du mois de février à dix heures, se sont réunis dans les locaux du SDEY à Migennes, les membres du Comité Départemental du Syndicat Départemental d'Énergies de l'Yonne sous la présidence de Monsieur Jean-Noël LOURY, Président du SDEY, dûment convoqués le dix-sept février deux mil vingt-six.

**Présents :** Daniel ALLANIC - Jacques BALOUP – Patrick BUTTNER - Patrice CHASSERY - Rémy CLERIN - Jérôme DELAVault - Claude DEPUYDT – Jean DESNOYERS – Grégory DORTE - Guillaume DUMAY - Jean-Baptiste de FONTENILLES (suppléant de Patrick OFFREDI) - Michel FOURREY - Jean-François GALLIMARD - Rémi GAUTHERON - Jean-Pierre GERARDIN - Jean-Luc GIVORD - Jacky GUYON - Didier IDES – Claude LAVENTUREUX - Michaël LAVENTUREUX - François LECESTRE - Jean-Luc LEGER - Jean-Claude LEMAIRE - Jean LESPINE - Jean-Noël LOURY - Philippe MAILLET - Isaac MANSANTI (suppléant de Jorge GUILHOTO) - Claude MAULOISE - Robert MESLIN - Joël NAIN - Michel PANNETIER - Michel PAPINAUD - Denis POUILLOT - Hervé RATON - Sylvain SABARD - Stéphane VIGNOL

**Absents :** Laurent CHAT - Véronique MAISON - Gérard MICHAUT – Lionel MION – Patrice PICARD - Jean-Luc PREVOST - Sylvain QUOIRIN - Chantal ROYER- Sébastien SABOURIN - Gilles SACKPEY - Richard ZEIGER

**Pouvoir :** Richard ZEIGER donne pouvoir à Jean-Noël LOURY

**Le secrétariat de séance a été assuré par Monsieur Guillaume DUMAY**

|                                 |    |
|---------------------------------|----|
| Nombre de Membres en exercice : | 47 |
| Nombre de Membres présents :    | 36 |
| Nombre de suffrages exprimés :  | 37 |
| Votes Pour :                    | 37 |
| Votes Contre :                  | -  |
| Abstentions :                   | -  |
| Ne prennent pas part au vote    | -  |

**N° 14/2026**

**Objet : Délibération autorisant l'autorité territoriale à signer la convention cadre d'adhésion aux missions complémentaires proposées par le CDG89**

**Vu** le Code général des collectivités territoriales,

**Vu** le Code général de la fonction publique, notamment les articles L. 452-1 à L. 452-48,

**Vu** le décret n° 85-643 du 26 juin 1985 relatif aux centres de gestion institués par la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

**Vu** la délibération du conseil d'administration du CDG 89 en date du 24 novembre 2025 approuvant les termes de la convention cadre d'adhésion aux missions complémentaires du CDG89, le règlement de prestation annexe relatif aux missions complémentaires à tarification spécifique proposées par le CDG 89 et la grille tarifaire annexe relative aux missions complémentaires proposées par le CDG89 à compter du 01/01/2026.

**Vu** la convention cadre d'adhésion aux missions complémentaires proposées par le Centre de gestion de l'Yonne,

**Vu** le règlement de prestation relatif aux missions complémentaire à tarification spécifique annexé à la convention cadre,

**Vu** la grille tarifaire des missions complémentaires annexée à la convention cadre,

**Considérant** que le Code général de la fonction publique prévoit, aux articles L. 452-40 et suivants, le contenu des missions complémentaires que les Centres de gestion de la fonction publique territoriale sont autorisés à proposer aux collectivités affiliées ou non affiliées de leur département,

**Considérant** qu'en raison d'une diversification importante de ses missions à tarification spécifique, le CDG 89 proposait 9 conventions différentes aux collectivités et établissements publics de l'Yonne,

**Considérant** que dans un souci de facilitation de l'accès à ces missions complémentaires à tarification spécifique, le CDG 89 propose de recourir à une convention cadre unique d'accès aux missions complémentaires proposées par le CDG 89,

**Considérant** que l'adhésion à cette convention cadre unique n'engendre aucun coût supplémentaire pour les collectivités et établissements publics sauf dans la mesure où ceux-ci sollicitent l'utilisation d'une des missions à tarification spécifique proposées par le CDG89,

**Considérant** que les conventions désormais couvertes par cette convention cadre, et qui sont actuellement en vigueur, seront abrogées dès l'adhésion à ladite convention cadre,

**Considérant** que le CDG 89 propose l'adhésion libre et éclairée à ses prestations complémentaires au moyen d'un seul et même document, dénommé « convention cadre d'adhésion aux missions complémentaires proposées par le CDG89 »,

**Considérant** la possibilité pour le conseil d'administration de faire évoluer les tarifs des prestations et services annuellement,

**Considérant**, que la collectivité cocontractante ou l'établissement cocontractant n'a pas l'obligation de recourir à tous les services et missions complémentaires à tarification spécifique en adhérant à ladite convention,

**Après en avoir délibéré, le comité départemental, à l'unanimité des votes exprimés :**

- **Autorise** le Président, à signer la convention cadre d'adhésion aux missions complémentaires proposées par le CDG89, couvrant la période du 1<sup>er</sup> janvier 2026 au 31 décembre 2028, ainsi que les documents y afférents ;
- **Autorise** le Président à faire appel, en fonction des nécessités de service, à la convention cadre d'adhésion aux missions *complémentaires proposés par le CDG89* ;
- **Dit** que les dépenses nécessaires, liées aux missions et accompagnements prévus par la convention cadre unique du CDG 89, seront autorisées après avoir été prévues au budget.

Fait et délibéré en séance

Le 24 février 2026

Le Président

Jean-Noël LOURY

Envoyé en préfecture le 03/03/2026

Reçu en préfecture le 03/03/2026

Publié le

ID : 089-200047181-20260303-DE14\_2026-DE

# **CONVENTION CADRE UNIQUE D'ADHÉSION AUX MISSIONS COMPLÉMENTAIRES DU CDG89**

---

**Convention  
proposée au  
1er janvier 2026**

---

Centre de Gestion de la fonction publique territoriale de l'Yonne

 : 47 rue Théodore de Bèze - BP 86 - 89011 AUXERRE Cedex

 : 03.86.51.43.43.  : [accueil@cdg89.fr](mailto:accueil@cdg89.fr)  : [www.cdg89.fr](http://www.cdg89.fr)

- VU le Code général de la fonction publique, notamment l'article L452-35 et suivants ;
- VU le décret n°85-643 du 26 juin 1985 relatif aux centres de gestion institués par la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- VU la délibération du Conseil d'administration du CDG89 en date du 24 novembre 2025 adoptant la convention cadre d'adhésion aux missions complémentaires du CDG89 ainsi que ses annexes composées du règlement de prestation et de la grille tarifaire ;
- VU la délibération de l'assemblée délibérante en date du .... autorisant l'autorité territoriale à adhérer à la convention cadre d'adhésion aux missions et services proposés par le CDG89,

**Entre,**

Nom de la collectivité ou de l'établissement public, représenté(e) par, .....,  
agissant en cette qualité conformément à la délibération du .....

Ci-après dénommé « la collectivité / l'établissement public »

D'une part,

**Et,**

Le Centre de gestion de la Fonction publique Territoriale de l'Yonne représenté par Monsieur Jean-Pierre Gérardin, Président, agissant en cette qualité conformément à la délibération du Conseil d'Administration en date du 28 novembre 2024,

Ci-après dénommé « le CDG89 »

D'autre part,

Il est établi la présente convention dont les dispositions sont les suivantes :

## **ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de définir les conditions générales d'accès aux missions développées par le CDG89.

### *1.1 – Missions relevant de la cotisation obligatoire*

Le CDG89 assure pour l'ensemble des collectivités et établissements affiliés, les missions obligatoires énumérées à l'article L.452-35 du Code général de la fonction publique.

Ces missions sont financées par une cotisation obligatoire versée par les collectivités susmentionnées.

### *1.2- Missions complémentaires relevant de la cotisation additionnelle*

Le CDG89 assure pour l'ensemble des collectivités et établissement affiliés, des missions complémentaires relevant de la cotisation additionnelle en application de l'article L.452-30 et des articles L452-40 et suivants du Code général de la fonction publique. Les missions complémentaires relevant de la cotisation additionnelle proposées par le CDG89 sont énumérées au sein de l'annexe 2 à la présente convention.

Ces missions sont financées par une cotisation additionnelle versée par les collectivités susmentionnées.

### *1.3 – Missions complémentaires avec tarifications spécifiques proposées par le CDG89*

En application de l'article L.452-30 et des articles L452-40 et suivants du CGFP, le CDG89 est libre de proposer aux collectivités et établissements publics un ensemble de prestations complémentaires distinctes du versement des cotisations et accessible par conventionnement. Les conditions particulières de recours à ces prestations sont définies dans un règlement de prestation comprenant un descriptif détaillé propre à chaque mission, annexé à la présente convention (Annexe 1). Les conditions tarifaires spécifiques sont détaillées à l'annexe 2 de la présente convention.

Par l'acceptation des présentes conditions générales, le bénéficiaire adhère par principe à l'ensemble des missions complémentaires proposées par le CDG89 et relevant de la présente convention.

## ARTICLE 2 – CHAMPS D'INTERVENTION DU CDG 89

Outre l'accès aux missions accessibles par le versement des cotisations énumérées en préambule de la grille tarifaire annexée à la présente convention (Annexe 2), la signature de ladite convention ouvre l'accès à un ensemble de prestations relevant d'une tarification spécifique. Les modalités de mise en œuvre de ces missions complémentaires sont définies dans le règlement de prestation annexé à la présente convention (Annexe 1).

Les collectivités ou établissements publics affiliés au CDG89 et adhérents à ladite convention cadre pourront, quand ils le souhaitent et selon leurs besoins, recourir aux différentes missions à tarification spécifique par le biais d'une simple demande d'intervention.

Le règlement de prestation des missions complémentaires à tarification spécifique est régulièrement mis à jour et au minimum une fois par an lors du vote des taux de cotisation et des tarifications des prestations complémentaires par le conseil d'administration du CDG 89.

La collectivité ou l'établissement public reste libre de solliciter ou non, et à tout moment, le CDG 89.

Outre les missions complémentaires relevant de la cotisation additionnelle, le CDG 89 propose notamment les missions complémentaires à tarification spécifique suivantes :

- Le traitement des archives ;
- L'expertise complexe « Ressources humaines / Finances » ;
- Le portage de contrat et la mise à disposition de personnel par le biais de l'intérim ;
- Le secrétariat général de mairie itinérant ;
- La réalisation du document unique d'évaluation des risques professionnels (DUERP) ;
- Le diagnostic des risques psychosociaux ;
- La mise en place d'une médiation conventionnelle à l'initiative des parties ;
- La réalisation d'une enquête administrative ;
- Le traitement des dossiers et situations complexes relatives à la retraite des agents ;
- La saisie du rapport social unique (RSU).

Cette liste n'est pas exhaustive.

La présente convention ne couvre pas l'assurance statutaire, la protection sociale complémentaire, la médiation préalable obligatoire, ni le dispositif de signalement des actes de violences, discrimination, harcèlement ou agissements sexistes, lesquels font l'objet d'adhésion et conditions spécifiques.

### **ARTICLE 3 – REALISATION DES MISSIONS**

La présente convention permet, sur demande expresse de la collectivité ou de l'établissement public, de faire appel aux missions complémentaires à tarification spécifique proposées par le CDG89.

Le déclenchement des missions susmentionnées intervient sur sollicitation expresse de la collectivité ou de l'établissement public par le biais d'une demande d'intervention débouchant sur une proposition d'intervention. Les modalités de recours à la mission, son contenu, son déroulement ainsi que les modalités de facturation sont prévus par un règlement de prestation (Annexe 1) et une grille tarifaire (Annexe 2) tous deux annexés à la présente convention.

Le CDG 89 peut refuser de répondre à une demande si celle-ci n'est pas compatible avec ses moyens de fonctionnement et ses engagements de qualité de service, ou si elle est de nature à le placer dans une situation de conflit d'intérêts et ou de partialité.

### **ARTICLE 4 – QUALIFICATION DES AGENTS DU CDG 89**

Le CDG89 s'engage à mettre à disposition de la collectivité ou de l'établissement public des agents experts d'un domaine, dotés d'une expérience adéquate et recevant une formation constante dans le domaine de la mission sollicitée.

### **ARTICLE 5 – LIMITES ET CONDITIONS D'EXERCICE DES MISSIONS**

#### *5.1 – Obligations du CDG 89*

Le CDG 89 s'engage à conduire la mission confiée de manière indépendante, objective et neutre dans le strict respect de la confidentialité et de la discrétion professionnelle.

#### *5.2 – Obligations de la collectivité ou de l'établissement public*

La collectivité ou l'établissement public s'engage à respecter la présente convention ainsi que les dispositions contenues dans le règlement des missions complémentaires à tarification spécifique (Annexe 1).

## **ARTICLE 6 – RESPONSABILITES**

L'action du CDG89 consiste en un appui technique, n'ayant pas pour effet d'amoindrir le pouvoir décisionnel de l'autorité territoriale. La mission consiste en un conseil, une assistance, destinés à éclairer la collectivité ou l'établissement public qui reste seul compétent pour agir et décider des mesures à mettre en œuvre pour la gestion de son personnel.

Le CDG89 intervient dans le cadre d'une simple obligation de moyens. Par conséquent, sa responsabilité civile contractuelle ne peut pas être engagée du fait des conséquences des mesures retenues et des décisions prises par l'autorité territoriale à la suite de la réalisation de la mission ou du service.

La responsabilité contractuelle du CDG89 ne peut ainsi être recherchée dans ce cadre qu'en cas de faute d'une particulière gravité, et non pour une simple erreur, retard ou omission. Le bénéficiaire convient que, quels que soient les fondements de sa réclamation et la procédure suivie pour la mettre en œuvre, la responsabilité éventuelle du CDG89 à raison de l'exécution des obligations prévues à la présente convention cadre, est limitée à un montant n'excédant pas la somme totale effectivement payée pour les services fournis par le CDG89. Le CDG89 s'engage à souscrire une assurance responsabilité civile destinée à couvrir les dommages pouvant être éventuellement causés par ses préposés dans l'exercice de leurs missions ou services.

## **ARTICLE 7- DUREE ET RENOUVELLEMENT**

La présente convention est conclue pour une durée de trois ans à compter de sa signature par les deux parties. Elle est renouvelée pour la même durée par reconduction tacite.

## **ARTICLE 8 – DONNEES PERSONNELLES**

Le CDG89 pourra être amené à recueillir des données personnelles au titre de la présente convention et des missions qui pourraient en découler.

Le CDG89 est tenu au respect de la réglementation en vigueur applicable aux traitements de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement européen sur la protection des données (RGPD) du 27 avril 2016. Le traitement est confidentiel et seuls les intervenants en charge des missions optionnelles en sont destinataires. Les données ne sont pas conservées au-delà de la durée nécessaire au déroulement de la mission et aux obligations légales et réglementaires.

Les personnes concernées disposent de différents droits sur leurs données (accès, rectification, effacement...). Pour exercer ces droits ou pour toute question sur le traitement de leurs données dans ce dispositif, elles pourront contacter le délégué à la protection des données personnelles du CDG 89 : [nbellorini@cdg54.fr](mailto:nbellorini@cdg54.fr).

Le CDG 89 ne pourra être tenu pour responsable, en cas de litige, dans la circonstance où une information complémentaire susceptible de modifier la nature du traitement, ne lui aurait pas été transmise.

## **ARTICLE 9 – DISPOSITIONS FINANCIERES**

Dans le cadre du recours aux missions complémentaires à tarification spécifique, la signature de cette convention cadre n'engage pas financièrement la collectivité ou l'établissement public. Une facturation n'interviendra que dans la mesure où la collectivité ou l'établissement public a recours à une mission proposée par le CDG89.

Pour chacune des missions complémentaires à tarification spécifique, les modalités de facturation sont décrites dans le règlement de prestation (Annexe 1) et précisées dans la grille tarifaire (Annexe 2).

Ces tarifs sont définis en prenant en compte l'ensemble des coûts directs et indirects dans le cadre de la recherche d'un équilibre financier. Conformément au principe d'équilibre financier s'imposant aux missions complémentaires mises en œuvre par le CDG89, le Conseil d'administration peut adopter des modifications tarifaires au 1er janvier de chaque année.

Le bénéficiaire ne peut s'opposer à la réactualisation de ces conditions. Toutefois, le bénéficiaire ayant accepté un devis avant la modification tarifaire et avant l'aboutissement de la mission ou du service par le CDG89 ne sera pas concerné par la réactualisation.

## **ARTICLE 10 – MODIFICATION ET DENONCIATION DE LA CONVENTION CADRE**

### *10.1 – Modification*

La présente convention pourra être modifiée par avenant en cas de modifications substantielles des conditions qui y sont définies. Les avenants feront partie de la présente convention cadre et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent.

### *10.2- Dénonciation*

#### À l'initiative de l'une ou l'autre des parties :

La convention cadre peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception. La dénonciation prendra effet 8 jours après la réception de cette lettre.

Dans tous les cas, la collectivité ou l'établissement public s'engage à verser au CDG89 le montant correspondant aux missions éventuellement engagées et qui s'interrompraient du fait de la dénonciation.

#### À l'initiative du CDG 89 :

Les agents du CDG89 n'interviennent que si les dispositions figurant dans la présente convention cadre, dans le règlement de prestation et, le cas échéant, dans la demande d'intervention ou dans la proposition d'intervention sont strictement respectées. A défaut, le CDG89 se réserve le droit d'interrompre sa mission à tout moment et sans préavis.

## **ARTICLE 11 – REGLEMENT DES LITIGES**

Tout litige persistant résultant de l'application de la présente convention fera l'objet d'une tentative d'accord amiable ; à défaut d'accord, le litige pourra être porté devant le Tribunal Administratif de DIJON (21 000, 22 rue d'Assas) ou par le biais de l'application Internet sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

## **ARTICLE 12 – ABROGATION DES PRECEDENTES CONVENTIONS**

Les précédentes conventions proposées par le CDG 89, et qui sont couvertes par cette convention cadre, sont abrogées à compter de la prise d'effet de la présente convention. Cependant, la convention n'est pas applicable aux demandes

d'intervention relatives à une mission ou un service ayant fait l'objet d'un avis antérieur à l'entrée en vigueur de la présente convention.

### **ARTICLE 13 - AMPLIATION**

La présente convention cadre sera :

- Transmise au représentant de l'État,
- Transmise au comptable du CDG89,
- Transmise à l'autorité territoriale signataire de la présente convention.

Fait à .....

Fait à Auxerre,

Le

Pour *Nom de la commune ou de l'établissement public*

Pour le CDG89

Le (la) Maire /Le (La) Président(e)

Le président,

*Nom de l'autorité territoriale,*

Jean-Pierre Gérardin

Envoyé en préfecture le 03/03/2026

Reçu en préfecture le 03/03/2026

Publié le

ID : 089-200047181-20260303-DE14\_2026-DE

# GRILLE TARIFAIRE

---

## DES MISSIONS COMPLÉMENTAIRES PROPOSÉES PAR LE CDG89

Tarif en  
vigueur au 1er  
Janvier 2026

Centre de Gestion de la fonction publique territoriale de l'Yonne

🏠 : 47 rue Théodore de Bèze - BP 86 - 89011 AUXERRE Cedex

☎ : 03.86.51.43.43. ✉ : [accueil@cdg89.fr](mailto:accueil@cdg89.fr) 🌐 : [www.cdg89.fr](http://www.cdg89.fr)

Envoyé en préfecture le 03/03/2026

Reçu en préfecture le 03/03/2026

Publié le

ID : 089-200047181-20260303-DE14\_2026-DE



Partenaire des collectivités  
et de leurs établissements

# INTRODUCTION

## Le CDG89 au service des collectivités et de leurs établissements

Le Centre de gestion de l'Yonne a pour vocation d'assister les collectivités territoriales et leurs établissements publics dans la gestion des ressources humaines.

Au-delà des missions obligatoires assumées par le Centre de gestion, nous avons à cœur de vous proposer des missions complémentaires afin de répondre au mieux à vos besoins en matière d'expertise et de gestion RH.

### CONCRÈTEMENT ?

Le Centre de gestion de l'Yonne (CDG 89) accompagne les collectivités et les établissements publics dans toutes les étapes RH : des obligations légales aux prestations sur mesure.

Il met à votre disposition une équipe pluridisciplinaire et propose des interventions en collectivité pour **sécuriser vos décisions et professionnaliser durablement vos pratiques.**

L'adhésion à la convention cadre relative aux missions complémentaires proposées par le CDG 89 présente l'avantage de **la rapidité et de la simplification procédurale, puisqu'une seule délibération et une seule convention permettent désormais aux collectivités et établissements publics de bénéficier de l'ensemble des prestations complémentaires du CDG**

La signature de la convention cadre n'implique aucune obligation ni aucun engagement de recourir aux missions et services à tarification spécifique proposés par le CDG. Le recours à une prestation repose sur une sollicitation de la collectivité auprès des services concernés.

# L'ACCOMPAGNEMENT DU CDG89

Envoyé en préfecture le 03/03/2026

Reçu en préfecture le 03/03/2026

Publié le

ID : 089-200047181-20260303-DE14\_2026-DE

## Prestations relevant de la cotisation obligatoire

- L'organisation des concours catégorie A, B, C
- La publicité des listes d'aptitude
- La publicité des créations et vacances d'emplois
- L'assistance juridique, y compris le référent déontologue
- Le secrétariat des réunions des instances paritaires (Comité Social Territorial, Formation spécialisée, Commissions Administratives Paritaires, Conseil de discipline)
- Le secrétariat du Conseil Médical
- L'assistance à la fiabilisation des comptes de droits en matière de retraite
- La tenue des dossiers individuels des agents
- L'accompagnement individuel de la mobilité des agents hors de leur collectivité ou établissement d'origine
- L'assistance au recrutement et l'accompagnement des agents dans leur projet professionnel
- La prise en charge des fonctionnaires momentanément privés d'emploi
- Le remboursement des charges salariales afférentes à l'utilisation du crédit temps syndical pour les collectivités en relevant

**Taux de cotisation  
0,80 %  
du salaire brut / Agent**

## Prestations relevant de la cotisation additionnelle

- Le conseil juridique statutaire personnalisé
- Le conseil personnalisé et l'accompagnement pour la gestion des carrières et des retraites
- Le conseil personnalisé et l'accompagnement en matière de paie
- Le conseil personnalisé et la gestion des agents contractuels de droit public
- L'aide juridique et technique en matière de santé et sécurité au travail
- La mise à disposition d'un ACFI
- La mise à disposition d'outils en matière de risques psychosociaux
- La visite de diagnostic des archives des collectivités
- La détermination des prestations chômage
- L'aide au recrutement et au maintien dans l'emploi des personnes en situation de handicap
- L'accompagnement sur site des secrétaires généraux de mairie nouvellement recrutés
- La réalisation d'un état des lieux des besoins de la collectivité
- L'accompagnement psychologique et social des agents

**Taux de cotisation  
0,80 %  
du salaire brut / Agent**

# LES MISSIONS COMPLÉMENTAIRES À TARIFICATION SPÉCIFIQUE

## La convention cadre unique d'adhésion

Jusqu'alors, le CDG 89 proposait un ensemble de prestations à tarification spécifique, chacune faisant l'objet d'une délibération et d'une convention distinctes. Dans un souci de rapidité d'intervention et de simplification, il vous est désormais proposé d'accéder à l'ensemble de ces missions complémentaires par le biais d'une seule et même convention.

La convention cadre d'adhésion aux missions complémentaires du CDG 89 fixe un cadre clair pour nos interventions. En une seule délibération, votre collectivité ou votre établissement public adhère au principe et accède à l'ensemble des missions complémentaires.

**Résultat ? Des demandes simplifiées, une réponse rapide adaptée à vos besoins, et la sécurisation de vos démarches RH.**

L'adhésion se fait en deux étapes :

- D'abord, votre organe délibérant adopte le principe d'adhésion à la convention cadre (modèle de délibération disponible sur [cdg89.fr](http://cdg89.fr)).
- Ensuite, vous signez la convention, valable 3 ans et renouvelable par tacite reconduction. Dès lors, vous pouvez solliciter à tout moment les missions complémentaires du CDG 89 via une demande d'intervention.

## Les conditions tarifaires

Les tarifs inscrits dans la présente grille sont établis par délibération du Conseil d'administration du CDG 89 en date du 24 novembre 2025.

Pour chacune des missions, les modalités de facturation sont décrites dans le règlement de prestation annexé à la convention cadre d'adhésion aux missions complémentaires du CDG 89.

Les tarifs sont définis en prenant en compte l'ensemble des coûts directs et indirects, dans le cadre de la recherche d'un équilibre financier. Conformément au principe d'équilibre financier s'imposant aux missions et services complémentaires mis en œuvre par le CDG 89, le Conseil d'administration peut adopter des modifications tarifaires au 1er janvier de chaque année.

Toutefois, le bénéficiaire ayant accepté une proposition d'intervention avant la modification tarifaire et avant l'aboutissement de la mission ou du service par le CDG 89 ne sera pas concerné par cette réactualisation.

# RÉALISATION DU D.U.E.R.P

## SERVICES PROPOSÉS

### Réalisation du DUERP

- 1 à 5 agents
- 6 à 15 agents
- 16 à 25 agents
- Au delà de 25 agents

### Mise à jour du DUERP demandée dans les 2 ans suivant sa réalisation par le CDG89

- 1 à 5 agents
- 6 à 15 agents
- 16 à 25 agents
- Au delà de 25 agents

### Intervention ponctuelle en collectivité

## CONDITIONS FINANCIÈRES

### Tarif selon l'effectif

- **500 euros**
- **1 200 euros**
- **3 000 euros**
- **40 euros de l'heure** par agent mis à disposition (frais de déplacement inclus)

### Tarif selon l'effectif

- **50 euros**
- **120 euros**
- **300 euros**
- **40 euros de l'heure** par agent mis à disposition (frais de déplacement inclus)

**40 euros de l'heure par agent mis  
à disposition**  
(frais de déplacement inclus)



# DIAGNOSTIC DES R.P.S

## SERVICES PROPOSÉS

### Diagnostic préparatoire à un plan d'action des risques psycho-sociaux

- Préparation à la démarche
- Questionnaires
- Entretiens individuels ou collectifs
- Groupes de travail
- Visites de terrain
- Compte-rendu de réunions

## CONDITIONS FINANCIÈRES

**40 euros de l'heure par agent mis  
à disposition**  
(frais de déplacement inclus)



[PREVENTION@CDG89.FR](mailto:PREVENTION@CDG89.FR)

# ARCHIVES

## SERVICES PROPOSÉS

### Prestation complète

- Traitement du fonds d'archive
- Création d'un outil de gestion de l'archivage
- Sensibilisation et accompagnement aux procédures d'archivages

### Prestations fournies à l'acte

- Récolement règlementaire du fonds en période d'élection
- Elimination et optimisation des espaces de stockage
- Préparation du dépôt aux Archives Départementales
- Conseils en aménagement des locaux

## CONDITIONS FINANCIÈRES

**40 euros de l'heure par agent mis à disposition**  
(frais de déplacement inclus)



[ARCHIVES@CDG89.FR](mailto:ARCHIVES@CDG89.FR)

# INTÉRIM

## SERVICES PROPOSÉS

### Recherche de candidat et mise à disposition de personnel

- Recherche de candidat sur le secteur de la collectivité
- Gestion des actes de recrutement
- Gestion de la paie
- Gestion des congés annuels

### Portage de contrat

- Recherche du candidat par la collectivité
- Gestion des actes de recrutement
- Gestion de la paie
- Gestion des congés annuels

## CONDITIONS FINANCIÈRES

**6 % sur la masse salariale**  
(Salaire brut chargé + tickets restaurants + frais de déplacement\*)

\* Les frais de déplacement des agents utilisant leur véhicule personnel seront remboursés à partir du 18ème kilomètre aller entre le domicile de l'agent et le lieu de travail (soit 36 kms aller-retour).



[INTERIM@CDG89.FR](mailto:INTERIM@CDG89.FR)

# SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE MAIRIE ITINÉRANT

Envoyé en préfecture le 03/03/2026

Reçu en préfecture le 03/03/2026

Publié le

ID : 089-200047181-20260303-DE14\_2026-DE

## SERVICES PROPOSÉS

**Mis à disposition d'un agent permanent du CDG89 justifiant d'une expérience confirmée en secrétariat de mairie.**

- Accueil des usagers du service public
- Préparation et rédaction des actes officiels
- Organisation et gestion des élections et des fichiers électoraux
- Gestion de la comptabilité publique
- Gestion de la commande publique
- Suivi des dossiers d'urbanisme
- Montage des dossiers de subventions

## CONDITIONS FINANCIÈRES

**37 euros de l'heure par agent mis à disposition**  
(frais de déplacement inclus)



[INTERIM@CDG89.FR](mailto:INTERIM@CDG89.FR)

# RAPPORT SOCIAL UNIQUE

## SERVICES PROPOSÉS

### Elaboration du rapport social unique pour la campagne annuelle en cours

- Saisine du RSU
- Saisine du RASSCT
- Saisine du rapport  
"Handitorrial"
- Saisine du rapport "GPEEC"
- Transmission à la DGCL

## CONDITIONS FINANCIÈRES

### Tarif selon l'effectif

- Effectif de 1 à 6 agents :  
**montant forfaitaire de 150  
euros**
- Effectif à partir de 7 agents :  
**22 euros par agent saisi**



[BS-RSU@CDG89.FR](mailto:BS-RSU@CDG89.FR)

# ENQUÊTE ADMINISTRATIVE

## SERVICES PROPOSÉS

**Réalisation de l'enquête administrative en tant que tiers désignés par l'autorité territoriale**

- Réunion de cadrage
- Recueil des éléments
- Rédaction des convocations
- Entretiens individuels
- Rédaction du rapport d'enquête

## CONDITIONS FINANCIÈRES

**50 euros de l'heure par agent mis à disposition**  
(frais de déplacement inclus)

Deux agents sont obligatoirement mis à disposition par enquête.



# MÉDIATION CONVENTIONNELLE

## SERVICES PROPOSÉS

## CONDITIONS FINANCIÈRES

### Organisation et réalisation de la médiation à l'initiative des parties

- Réunion de cadrage
- Recueil des éléments
- Rédaction des convocations
- Entretiens individuels
- Rédaction du rapport d'enquête

**50 euros de l'heure par agent mis à disposition**  
(frais de déplacement inclus)



[MEDIATION@CDG89.FR](mailto:MEDIATION@CDG89.FR)

# RETRAITE À FACON

## SERVICES PROPOSÉS

### Dossiers sur support papiers / dossiers dématérialisés

- Simulation de calcul
- Fiabilisation des CIR
- Validation de services
- Rétablissement / régularisation
- Etablissement des cohortes par année de naissance

### Liquidation de pension

### Liquidation de pension d'invalidité

### Retraite progressive

### Forfait retraite

- Contrôle du CIR
- Simulation
- Entretien avec l'agent
- Liquidation

## CONDITIONS FINANCIÈRES

**60 euros par dossier traité**

**100 euros par dossier traité**

**200 euros par dossier traité**

**100 euros par dossier traité**

**150 euros par dossier traité**



[CARRIERES@CDG89.FR](mailto:CARRIERES@CDG89.FR)

# EXPERTISE COMPLEXE

## SERVICES PROPOSÉS

- **Expertise complexe Ressources Humaines**
  - Accompagnement de projet RH
  - Rédaction d'acte juridique
  - Aide à l'organisation
- **Expertise complexe Finances**
  - Préparation de budget
  - Régularisation
  - Comptabilité
- **Expertise complexe Paie**
  - Régularisation de paie
  - Bulletin de paie
  - Calcul d'indemnité

## CONDITIONS FINANCIÈRES

**40 euros de l'heure par agent mis à disposition**  
(frais de déplacement inclus)



[STATUT@CDG89.FR](mailto:STATUT@CDG89.FR)  
[FINANCES@CDG89.FR](mailto:FINANCES@CDG89.FR)

VOUS SOUHAITEZ RECOURIR A  
NOS PRESTATIONS ?

**Adhérez à la convention cadre  
unique**

- 1 **DELIBEREZ**  
\_\_\_\_\_
- 2 **CONVENTIONNEZ**  
\_\_\_\_\_
- 3 **LE CDG AGIT POUR VOUS**

POUR TOUTE DEMANDE :

**[ADHESIONMISSIONS@CDG89.FR](mailto:ADHESIONMISSIONS@CDG89.FR)**

Centre de Gestion de la fonction publique territoriale de l'Yonne

🏠 : 47 rue Théodore de Bèze - BP 86 - 89011 AUXERRE Cedex

☎ : 03.86.51.43.43. ✉ : [accueil@cdg89.fr](mailto:accueil@cdg89.fr) 🌐 : [www.cdg89.fr](http://www.cdg89.fr)